

LA SUISSE OU LES BANQUES

Non, la Suisse ET les banques!

Dans une tribune volontairement provocatrice, «*La Suisse ou les banques*» (B&F n°108 de mars-avril 2011), le Conseiller national socialiste Roger Nordmann s'en prend à notre place financière, qu'il présente comme un secteur parasite à supprimer. Voici un autre point de vue pour les lecteurs de Banque&Finance.



Steve Bernard
Directeur,
Genève Place Financière

Comme beaucoup de ses collègues de parti, Roger Nordmann embraye sur UBS pour décrier la place financière suisse, oubliant qu'elle ne se limite pas à cette seule banque. Si cet établissement a été momentanément ébranlé du fait de ses errements américains dans les subprimes, il ne représente cependant qu'une partie de l'ensemble de notre place financière.

Le secteur financier helvétique existe depuis des dizaines, voire des centaines d'années, et fournit des services légitimes et appréciés à des clients étrangers et suisses. Il convient de s'en réjouir. Roger Nordmann semble satisfait des pressions que la Suisse a subies de la part de certains voisins, sans se soucier des motivations concurrentielles d'autres places qui se sont autoblanchées aux yeux de l'OCDE, alors que leur pratique dans la lutte anti-blanchiment, ou dans l'échange d'informations fiscales, laisse à désirer et est inférieure au niveau helvétique.

Roger Nordmann déplore que la Suisse dispose d'un secteur financier fort, concurrentiel sur le plan international et générateur de 530 000 emplois directs et indirects (!), fournissant une part substantielle (88 milliards de francs) de la création de valeur de notre pays, sans parler des recettes fiscales directes (14 milliards de francs) conséquentes alimentant les caisses publiques. Roger Nordmann est d'avis que la matière première de la place financière est le franc suisse. Croire que seule une monnaie expliquerait que Zurich et Genève sont aux 8^e et 9^e rangs des places financières globales dénote le peu d'estime qu'il éprouve pour l'expérience et les compétences du personnel financier (les 237 000 collaborateurs concernés apprécieront!).

Roger Nordmann regrette que la Suisse ait une inflation très basse et une fiscalité concurrentielle, mais pas un déficit budgétaire béant, comme nombre de pays étrangers qui paient amèrement leur laxisme budgétaire historique. Ce défaut présumé (ne serait-ce pas une vertu?) est attribué au lobby financier, et non à la sagesse et à la volonté du peuple suisse!

Roger Nordmann veut faire croire que la place financière surfe sur le franc fort. Il oublie que la finance est aussi un secteur d'exportation, qui souffre tout autant de la cherté du franc.

Arguments pseudo moralisateurs

Roger Nordmann prend des libertés avec les faits, lorsqu'il laisse entendre que notre pays pourrait n'offrir qu'une monoculture financière comme au Liechtenstein. Sait-il que plus de 70% de l'activité économique de notre voisin n'est pas financière? En Suisse, cette part monte à 88%! Il est donc absurde de dépendre d'une monoculture financière et de laisser entendre, de surcroît, que nous souhaitons la disparition des hautes écoles, des start-ups, des PME, du tourisme ou de l'agriculture (!?). Roger Nordmann aborde le sujet des headquarters de multinationales en rapport avec l'aménagement du territoire. Mais cette problématique réelle est sans lien avec la place financière, de tels établissements étant liés au secteur industriel.

Roger Nordmann évoque les hedge funds et se demande s'il y a un intérêt fiscal à les héberger. Il semble apparemment mieux informé que nos autorités cantonales. Rappelons que ces sociétés sont peu nombreuses, ne représentent que quelques centaines d'emplois (à Genève), mais versent des montants d'impôts très élevés. De nombreux responsables cantonaux des finances souhaiteraient sans doute héberger de telles sociétés. Précisions qu'à Genève, 40% des impôts versés par les entreprises proviennent de la finance (près de 60% pour la ville de Genève!). Les parts versées par les employ(é)es du secteur aux impôts sur le revenu et sur la fortune ne sont sans doute pas en reste. A l'heure où nombre de pays développés sont inquiets de leur avenir économique et de leur capacité à offrir des emplois attractifs à leur population, Roger Nordmann devrait plutôt se réjouir que la Suisse dispose de quelques secteurs locomotives, telle la finance, lui permettant de tenir un rang appréciable dans la concurrence internationale, tout en irriguant par leurs dépenses, achats et impôts d'innombrables PME, entreprises locales et associations.

La conséquence d'être un pays relativement prospère est donc de permettre à certains de se draper d'arguments pseudo moralisateurs (qui réjouissent nos concurrents), peut-être porteurs sur le plan électoral, mais nullement en matière d'alternative crédible et justifiée. ■



Conseiller national socialiste

LA FIN DES PRIVILÈGES

La Suisse ou les banques?

PARCOURS

- 1995-1998: collaborateur personnel du conseiller d'Etat Jean-Jacques Schwaab, chef du Département vaudois de l'Instruction publique
- 1998-1999: conseiller communal socialiste à Lausanne
- 1999-2002: membre de l'Assemblée constituante vaudoise
- 2004 (août à nov.): député socialiste au Grand Conseil vaudois
- 2004 (novembre): conseiller national socialiste, membre de la commission Environnement, Energie et Aménagement du territoire, responsable de la délégation socialiste
- 2006: président d'associations et comités à vocation sociale et économique.

Est-il bien sage pour la Suisse de miser encore davantage sur le secteur financier et de subordonner toute sa politique aux intérêts de ce secteur?

Ces dernières années, l'osmose entre la place financière suisse et l'Etat a atteint son paroxysme. Les pouvoirs publics, BNS et Confédération ont risqué 40 milliards pour sauver la plus grande banque helvétique. Suivant les injonctions de la place financière, le Conseil fédéral a lutté désespérément pour retarder la chute du secret bancaire. Au point, d'ailleurs, que la doctrine du «non négociable» s'est traduite par une chute non négociée, par une de ces ironies dont l'histoire a le secret. La Suisse n'a même pas pu régler correctement la question de la régulation de l'argent gris du passé. Sous le règne d'Hans-Rudolf Merz, quasiment tous les vœux de la place financière ont été exhaussés, en particulier en matière d'allègements fiscaux et de légèreté réglementaire. Aucun secteur économique n'a obtenu autant de soutien public et politique que la banque, les assurances, la fiduciaire et l'administration des sociétés. Conséquence logique, ce secteur a énormément grandi. Plaider la poursuite de cette politique appartient au «conventional wisdom» helvétique. Ou'il me soit permis d'exprimer une opinion dissonante. La matière première de la place financière est un franc le plus fort possible, avec des perspectives ascendantes. Les pouvoirs publics font tout pour renforcer le trend avec une inflation zéro, une fiscalité très basse, une faible coopération fiscale avec l'étranger et une conduite budgétaire très restrictive, au détriment des investissements dans les infrastructures. Cette politique est peut-être un engrais pour l'économie financière, mais elle étrangle de plus en plus le reste de

l'économie, qui représente environ 85% des emplois. L'envol du franc prend une tournure dramatique pour un pays dont 60% des exportations vont vers la zone euro. On assiste ainsi à une dichotomie malsaine entre l'économie réelle et la place financière. Le risque est donc que la Suisse se transforme peu à peu en un vaste Liechtenstein, avec une monoculture financière. Au-delà des aspects étroitement économiques, la diversité du tissu helvétique représente une valeur immatérielle très importante, car elle rend la vie en Suisse intéressante. Sans agriculture, sans PME, sans start-up industrielles, sans hautes écoles, sans tourisme, sans énergies renouvelables ou sans scènes artistiques, notre pays serait d'une tristesse affligeante. Autre aspect important, la concentration de headquarters est en train de poser un très sérieux problème d'aménagement du territoire et d'accès au logement pour la classe moyenne. Vivrons-nous vraiment mieux en attirant cinquante hedges funds supplémentaires à Lausanne et Genève, par des rabais fiscaux? La question mérite d'être posée. La subordination de la politique extérieure aux seuls intérêts de la place financière représente un risque majeur. Pour prendre un seul exemple, l'intégration du secteur électrique suisse dans l'Europe est bloquée par le dossier de la fiscalité des holdings des entreprises et par celui de l'échange d'informations. A terme, cela menace les deux milliards de bénéfices du secteur électrique. Coincée entre les exigences du secteur bancaire et l'évolution du contexte international, la Suisse a de plus en plus de peine à défendre ses intérêts. La chute brutale du secret bancaire est un signe annonciateur. Elle signifie que la politique pourrait être impuissante à maintenir durablement les avantages artificiels de sa place financière. Pour la simple raison, qu'il n'est guère possible d'être une île de privilèges dans un océan en proie aux difficultés économiques. Il serait donc prudent de réorienter la politique en faveur de l'économie réelle. ■